

Joe Biden met le mariage homosexuel à l'abri de la Cour suprême

— Le président américain devait signer ce mardi 13 décembre une loi fédérale protégeant le mariage homosexuel.

— Au Congrès, une cinquantaine d'élus républicains ont voté ce texte visant à prévenir toute remise en cause par la Cour suprême.

Ambiance de fête, vedettes du show-business... Avant même les célébrations de Noël, la Maison-Blanche devait prendre mardi 13 décembre un air de fête, pour une cérémonie pourtant des plus officielles : la promulgation d'une loi par Joe Biden. Mais c'est en présence de milliers d'invités que le président américain devait signer une loi fédérale protégeant le mariage homosexuel dans l'ensemble des États-Unis.

Le Respect for Marriage Act, c'est son nom, reconnaît tout mariage « entre deux personnes » dès lors qu'il a été enregistré dans un État

du pays. À ce jour, 35 États refusent de marier deux personnes du même sexe. Mais depuis un arrêt de la Cour suprême en 2015, ils sont tenus de reconnaître une union homosexuelle célébrée dans l'un des États du pays. Or, le revirement des juges de la Cour suprême sur l'avortement, en juin, a semé le doute : la Cour remaniée par les trois nominations de Donald Trump, soit le tiers de ses membres, n'est-elle pas sur le point de revenir prochainement sur d'autres décisions, dont celle de 2015 ?

D'où cette initiative législative encouragée par la Maison-Blanche, adoptée par le Congrès début décembre. La Chambre des représentants puis le Sénat ont validé le Respect for Marriage Act, avec le soutien de 39 députés et de 12 sénateurs républicains. Une évolution qui en dit long sur les changements opérés dans la société américaine : en 2004, le Parti républicain, sous George W. Bush, se battait, en vain, pour faire adopter un amendement à la Constitution américaine stipulant que

le mariage ne pouvait unir qu'un homme et une femme. Le changement est également notable dans le camp démocrate : c'est Bill Clinton qui, en 1996, avait signé une loi fédérale qui faisait d'un mariage l'union d'un homme et d'une femme et autorisait un État à ne pas reconnaître un mariage homosexuel proclamé dans un autre État. Cette loi, rendue inopérante par l'arrêt de la Cour suprême de 2015, est abrogée par le Respect for Marriage Act.

Cette évolution de la classe politique est en phase avec celle de la société américaine.

Cette évolution de la classe politique est en phase avec celle de la société américaine : selon le Pew Research Center, un centre d'analyse de l'opinion publique à Washington, 61 % des Américains voient désormais d'un œil positif la légalisation du mariage homosexuel, contre 37 % qui sont

d'avis contraire. En 2004, quand les républicains tentaient d'ajouter un amendement, le rapport était exactement inversé. « Face à une telle évolution de la société américaine, les républicains ne pouvaient pas camper sur leurs positions », explique Alix Meyer, maître de conférences à l'université Clermont-Auvergne. Mais il faut souligner que cette loi est relativement modeste. Elle n'impose pas aux États actuellement opposés au mariage homosexuel de l'autoriser : un couple vivant au Texas, par exemple, devra toujours se rendre dans un autre État pour se marier.

Mais pour Joe Biden, cette signature n'est pas anodine : en 2012, alors vice-président, il avait été l'un des premiers responsables de premier rang à prendre position en faveur du mariage homosexuel, avant Barack Obama. Une fois arrivé à la Maison-Blanche, il a nommé au gouvernement le premier ministre ouvertement homosexuel, le ministre des transports Pete Buttigieg.

Gilles Biassette

explication

Le Chili se relance dans l'aventure constitutionnelle

— Au Chili, trois mois après le référendum rejetant massivement le projet d'une nouvelle Constitution à tendance progressiste, les partis politiques sont parvenus à se mettre d'accord sur un processus constitutionnel.

Pourquoi une nouvelle Constitution ?

Lors d'une mobilisation historique en octobre 2019, le peuple chilien a manifesté sa volonté d'en finir avec la Constitution héritée de la dictature d'Augusto Pinochet (1973-1990), considérée comme un frein majeur à de profondes réformes sociales. Douze mois plus tard, il se prononçait massivement en faveur d'une nouvelle Constitution. Une Assemblée constituante de 154 membres, élus en mai 2021, avait travaillé à la rédaction d'un projet de Constitution. Mais, lors d'un référendum le 4 septembre dernier, le fruit d'une année de travail avait été rejeté par 62 % des Chiliens. Le projet, jugé trop ambitieux, semblait bouscu-

ler la société chilienne. Repoussé par la coalition de droite Chile Vamos lors d'une campagne houleuse et marquée par la désinformation, le texte entendait garantir aux citoyens une série de droits à l'éducation, à la santé publique, à une retraite ainsi qu'à un logement décent. Il introduisait aussi l'accès à l'avortement, ou encore la reconnaissance de nouveaux droits aux peuples autochtones.

Que s'est-il passé depuis le référendum de rejet du 4 septembre ?

Le président Gabriel Boric, élu en mars dernier, s'est engagé à avancer sur un projet constitutionnel, demandant aux différentes forces politiques de s'accorder sur les contours d'un nouveau processus. Cette fois-ci, à la différence du précédent projet parti de zéro, les parlementaires de droite et de gauche sont parvenus à s'entendre sur une série de douze « bases constitutionnelles » qui servent de socle au futur texte. Parmi ces fondamentaux, le Chili est reconnu comme « une République démocratique dont la souveraineté ré-



side dans le peuple ». Si la notion de plurinationalité, contestée par une partie du peuple chilien dans la précédente version, a disparu, les peuples indigènes sont « reconnus comme partie intégrante de la nation chilienne ». Enfin, les parlementaires ont voulu poser des limites, comme le fait de ne pas toucher au « droit à la vie ».

Comment va fonctionner le nouveau processus constitutionnel ?

L'Assemblée constituante est remplacée par trois entités complémentaires. Dès janvier prochain, un comité d'experts de 24 per-

sonnes désignées par le Parlement (12 par l'Assemblée, 12 par le Sénat) aura la responsabilité de rédiger un avant-projet de Constitution. Ces experts rejoindront, en avril 2023, un Conseil constitutionnel de 50 représentants élus par le peuple chilien, lors d'un scrutin avec vote obligatoire. Ce Conseil, qui devra valider le projet abouti de Constitution, sera paritaire hommes-femmes, et les peuples autochtones n'auront plus de quota de sièges garanti comme c'était le cas lors de la précédente tentative de réforme. Enfin, un comité d'admissibilité technique, constitué de 14 spécialistes – des juristes et des universitaires sélectionnés par le Parlement –, sera chargé de garantir la faisabilité juridique du projet, qui sera ensuite remis au gouvernement en octobre. Le projet de nouvelle Constitution du Chili sera soumis à un référendum le 26 novembre 2023, alors qu'auront eu lieu les commémorations, cinquante ans après, du coup d'État militaire. Une façon de tourner définitivement la page de la dictature ?

Sophie Alary

essentiel

Iran — 400 personnes emprisonnées à la suite de manifestations à Téhéran

Les tribunaux de Téhéran ont condamné 400 personnes à des peines de prison pouvant aller jusqu'à dix ans pour leur implication dans les manifestations déclenchées par la mort de Mahsa Amini il y a près de trois mois, a annoncé mardi 13 décembre la justice iranienne. L'exécution ces derniers jours de deux hommes de 23 ans en lien avec les manifestations a provoqué une vague de condamnations internationales.

Asie

Graves incidents frontaliers entre l'Inde et la Chine dans l'Himalaya

New Delhi a accusé mardi 13 décembre Pékin de tenter de « changer unilatéralement le statu quo » sur leur frontière himalayenne contestée, après des affrontements la semaine dernière qui ont fait des blessés des deux côtés selon l'Inde. L'armée chinoise a quant à elle indiqué que des soldats indiens avaient franchi « illégalement » leur frontière disputée dans l'Himalaya et fait obstruction aux troupes de Pékin. Les relations sont au plus bas entre les deux puissances nucléaires depuis des heurts dans l'Himalaya en juin 2020, qui avaient fait 20 morts parmi les soldats indiens et au moins quatre dans les rangs chinois.

Royaume-Uni — Accord avec l'Albanie pour lutter contre l'immigration illégale

Le premier ministre britannique Rishi Sunak a annoncé mardi 13 décembre un accord avec l'Albanie prévoyant le traitement accéléré des demandes d'asile et les expulsions massives des déboutés. Malgré les promesses du Brexit de « reprendre le contrôle » des frontières, le Royaume-Uni n'a jamais vu autant de migrants arriver illégalement après avoir traversé la Manche : 45 000 cette année contre près de 30 000 en 2021.

sur la-croix.com

La Bosnie aux portes de l'Union européenne